

GRANDE INTERVIEW

politique.union@sonapresse.com

Ali Bongo Ondimba : " Je mesure les

A quelques heures de son ultime meeting de campagne électorale, le président de la République et chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, candidat à sa propre succession à l'élection présidentielle de ce samedi 26 août nous a fait l'honneur de répondre à nos questions, dans le cadre de la Grande Interview de notre rédaction, accordée aux différents candidats à ce scrutin majeur pour l'avenir de notre pays. Malgré l'intensité de la campagne pendant laquelle 15 jours durant, il est allé au contact de ses compatriotes, le numéro un gabonais s'est prêté à cet exercice. Tout y est passé. De son état d'esprit à la veille du vote, climat général pollué par les propos choquants tenus par deux acteurs politiques, les risques de violences, la sécurité des populations, Ali Bongo Ondimba n'a pas maché ses mots. Tout comme, il a été clair sur son bilan, son programme, sa vision et sur les solutions qu'il entend apporter aux préoccupations des Gabonais qu'il a rencontrés en parcourant le pays. Exclusif.

Lin-Joël NDEMBET
& Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

L'Union : M. Le Président, merci de nous recevoir, c'est un honneur, à quelques heures seulement de la fin de la campagne. Nous aurions dû nous parler plus tôt mais le calendrier en a décidé autrement...

C'est à moi de vous remercier. Cette campagne électorale a été très intense, passionnante. Mais elle a aussi été très prenante. Chaque jour, je suis allé à la rencontre de milliers de Gabonaises et de Gabonais. Sur le terrain. Dans les neuf provinces. Pour leur parler mais surtout les écouter. A cet agenda de candidat déjà très chargé s'en est superposé un autre. Et quel autre ! Celui de président de la République. Parallèlement à ma campagne, j'ai dû toute la journée prendre des décisions importantes qui engagent la vie de nos concitoyens, la sécurité de notre pays. Je l'ai promis aux Gabonais, j'assumerai ma charge de chef de l'Etat jusqu'à l'ultime minute. C'est ce que j'ai fait. De 7 heures du matin à 23 heures le soir et parfois plus, mon agenda était complètement rempli.

N'est-ce pas une charge trop lourde d'être à la fois candidat et chef de l'Etat ?

Dans l'absolu peut-être, mais pas en ce qui me concerne. J'en ai la volonté. Ensuite, j'en ai l'énergie, la détermination. Enfin, surtout, j'ai l'expérience de ce genre de situation. Avoir l'expérience, c'est souvent déterminant. Décisif. C'est ce qui m'a porté.

Comment jugez-vous le climat général dans lequel s'est déroulée cette campagne ?

Cette campagne aurait pu, aurait dû se dérouler dans un climat sain et serein. Cela a été le cas en grande partie. Et je tiens à en saluer les principaux responsables : la grande majorité des candidats à la présidentielle, mais aussi

aux élections législatives et locales qui ont joué un très grand rôle dans ce moment démocratique. Mais comme toujours dans un groupe, il en est certains qui font exception. Qui ont tenu des propos dangereux, criminels, de nature à semer le trouble, la violence et la division dans notre pays. Mais comme je l'ai dit le 16 août dernier, je ne laisserai personne envoyer nos jeunes à la mort, créer de l'instabilité. C'est dans les urnes de manière démocratique que le pouvoir s'acquiert, non dans la rue par la violence.

Vous voulez parler de la conversation entre MM. Albert Ondo Ossa et Alexandre Barro Chambrer qui a été enregistrée par notre confrère de France 24 et de l'AFP ici dans le pays ?

Tout à fait. Les propos qui y sont tenus sont, à plus d'un égard, choquants. Vouloir envoyer des jeunes à la mort, car c'est bien de ça qu'il s'agit, pour espérer provoquer l'invasion de notre pays par des armées étrangères, cela ne porte pas d'autre mot que le crime de haute trahison. Le moment venu, les intéressés devront en répondre devant la Justice. Le fait d'être en campagne ne permet pas de tout dire. Et surtout pas ce genre de propos. Un homme d'Etat ne devrait pas dire ça.

Mais les intéressés, comme vous dites, nient le fait qu'il s'agirait d'eux. Ils disent que cet enregistrement est un faux. Qu'il aurait été fabriqué par l'intelligence artificielle, etc...

A leur déshonneur, ils ajoutent le mensonge. On peut comprendre que ces personnes nient l'évidence, qu'elles n'assument pas leurs propos. Car ces propos sont terribles, injustifiables. Mais d'une part, la Justice continue à faire son travail. Il y a des preuves matérielles, des témoins - pas un, mais plusieurs -, il y a eu une expertise, une contre-expertise, etc. D'autre part, les Gabonais savent ce qu'ils ont entendu. Ils connaissent la vérité.

Et ils savent désormais à qui ils peuvent faire confiance et en qui ils ne peuvent pas avoir du tout confiance.

A l'heure où ces lignes seront publiées, nous serons à 24 heures du scrutin. Êtes-vous confiant ?

Je suis très confiant. Extrêmement confiant. Vous savez, on peut lire des choses dans les médias, sur les réseaux sociaux, entendre certains candidats. Mais ça n'est pas le bon baromètre pour sonder une élection. Le bon baromètre, ce sont les gens, le terrain. Eux ne mentent pas. Tout au long de ma campagne, comme précédemment lors de ma tournée républicaine, j'ai vu la foule se masser à mes meetings, j'ai vu l'enthousiasme des jeunes, des aînés, des femmes, des Gabonaises et des Gabonais de toute condition. La mobilisation a été formidable, exceptionnelle. Elle est même, je vous le dis, nettement supérieure à celle que nous avons connue en 2016.

Tout de même l'opposition est parvenue, certes tardivement, à s'unir. Cela ne vous inquiète-t-il pas ?

Dans ma vie d'homme politique, j'en ai vu d'autres (...) Pour cette présidentielle, il n'y a pas deux candidats, mais 14 candidats. Et ces 14 candidats ont chacun droit aux mêmes égards. Que certains tentent, par des déclarations tapageuses, de tirer la couverture à eux, c'est de bonne guerre. Ça peut faire des articles dans les médias, le buzz sur les réseaux sociaux. Mais vous verrez que, dans les urnes, ça ne fait pas autant de voix que ça. Par ailleurs, on parle beaucoup des candidats à la présidentielle, mais il ne faut pas oublier les milliers d'autres candidats aux législatives et aux élections locales. Chacun de ces scrutins est important. D'une importance cruciale.

Pourtant, certains candidats semblent appeler au boycott

d'un des scrutins, en l'occurrence les législatives...

C'est dire le peu de respect qu'ils ont envers les institutions. Et le peu de considération envers les centaines de candidats à ces législatives, y compris ceux de leur propre camp. Je vous avoue que je m'étonne encore de voir que l'on puisse appeler les citoyennes et les citoyens à renoncer à leur représentation nationale car il s'agit du socle de la démocratie. Les Gabonais sont très attachés à leur député. Ils le connaissent. Il est originaire du même coin qu'eux. C'est souvent lui qu'ils vont voir pour régler tel ou tel problème du quotidien, trouver un travail pour un de leurs enfants, etc. En réalité, ceux qui tablent sur un boycott des législatives par nos concitoyens se fourrent le doigt dans l'œil. Et ils se tirent une balle dans le pied. La conséquence, c'est qu'ils ne seront pas représentés durant 5 ans à l'Assemblée nationale. Ils ne pourront s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Que dites-vous à celles et ceux qui continuent de critiquer le bulletin unique ?

Déjà, je voudrais rappeler qu'il ne faut pas confondre le tout et la partie. Ce n'est pas parce qu'une frange de l'opposition, dont le discours est amplifié par certains médias, critique le bulletin unique que tout le monde au Gabon le critique. Vous savez quoi, pendant près de deux semaines qu'a duré la campagne, à aucun moment, je dis bien à aucun moment, quelqu'un ne m'a parlé du bulletin unique. On m'a parlé d'emploi, de pouvoir d'achat, de rentrée scolaire, de route, de logement, de sécurité, etc., mais jamais de bulletin unique. Pour les Gabonais, ça n'est pas un sujet. Le 26 août prochain, la règle sera la même pour tous.

Venons-en à votre campagne. Son fil rouge, sa boussole en quelque sorte, en a été votre projet de société, le "Pacte so-

cial et républicain". Comment ce Pacte a-t-il été reçu par les populations ?

Certains m'ont dit qu'un projet, des propositions, ça n'était pas nécessaire. Que ce qui compte dans une campagne, ce sont les postures, les slogans, les petites phrases, etc. C'est un très mauvais service à rendre à la population et à la démocratie. Les Gabonais sont un peuple mature. Pour les convaincre, vous devez leur expliquer, dans le détail, sujet par sujet, où vous voulez les amener. C'est pourquoi dans mon projet, mon "Pacte social et républicain", qui est un projet global qui couvre tous les champs de la vie, je formule 87 propositions. Chacune de ces propositions sont concrètes, précises, opératoires. C'est une exigence à laquelle j'ai tenu. Car je voulais faire campagne "pour" quelque chose : un projet, des propositions. Là où d'autres, hélas, se contentent de faire campagne "contre", passant leur temps à critiquer sans jamais rien contre-proposer. C'est n'avoir pas de respect pour les Gabonais et faire peu de cas de leur vie quotidienne.

Certains vous reprochent de ne pas avoir fait tout cela à l'occasion du mandat qui s'achève...

Oui, une minorité de personnes dont la critique n'est ni neutre, ni objective. Soyons sérieux. Je suis très à l'aise dans le fait d'aborder le bilan. Ce n'est pas le lieu ici d'être exhaustif mais j'en donnerai tout de même quelques chiffres : 20 000 emplois créés dans la ZES de Nkok ; 2 milliards de FCFA consacrés aux activités génératrices de revenus et plus de 3 000 dossiers en cours de traitement ; 7 milliards de FCFA affectés au programme de micro-crédit ; 7 milliards de FCFA également pour permettre tous les jours de maintenir le prix de la baguette de pain à 125 FCFA et plus de 400 milliards de FCFA pour limiter fortement la hausse du prix du carburant, du pétrole et de la bouteille de gaz ; 67 pro-